Forum mondial sur les télécommunications d'urgence (GET-19)

Innover ensemble pour sauver des vies:
L'utilisation des technologies dans la gestion des catastrophes

6-8 mars 2019
Balaclava (Maurice)

RAPPORT FINAL

Source: Nuage de mots généré à partir de la transcription des sous-titrages du Forum GET-19

Introduction

Le 3ème Forum mondial sur les télécommunications d'urgence (GET-19) organisé par l'Union internationale des télécommunications (UIT), à l'aimable invitation de l'Autorité des technologies de l'information et de la communication (ICTA) de Maurice, a attiré près de 180 participants de 36 États Membres, représentant des organisations du secteur public et du secteur privé, à savoir des ministères, des régulateurs, des universités et des instituts de recherche, des organisations humanitaires, des banques de développement, des organisations régionales s'occupant de la gestion des catastrophes, des opérateurs de télécommunication, des entreprises du secteur des TIC et des organisations régionales et internationales. Les femmes représentaient 25% de la totalité des participants et 40% des orateurs et des modérateurs.

Le Forum GET-19 avait pour thème "**Innover ensemble pour sauver des vies: l'utilisation des technologies dans la gestion des catastrophes**".

Le Forum a été déclaré ouvert par M. Mahmad Aleem Bocus, Président de l'ICTA de Maurice, Mme Doreen Bogdan-Martin, Directrice du Bureau de développement des télécommunications (BDT) de l'UIT, M. Marie Joseph Noël Etienne Ghislain Sinatambou, Ministre de la sécurité sociale, de la solidarité nationale, de l'environnement et du développement durable, et M. Yogida Sawmynaden, Ministre des technologies, des communications et de l'innovation de Maurice. M. Jérôme Louis, responsable de l'ICTA et Directeur de l'ingénierie, a présidé le Forum.

Principaux résultats

- Les participants au Forum GET-19 ont réaffirmé la nécessité de renforcer la coordination et la coopération à tous les niveaux, l'importance des données et de la confiance, ainsi que la nécessité d'une compréhension collective de toutes les phases de la gestion des catastrophes.
- Lors du Forum GET-19, le principe selon lequel toutes les actions et tous les programmes doivent être centrés sur la population a été renforcé. En effet, quand une catastrophe survient, c'est la population qui compte.
- Les participants au Forum GET-19 sont convenus que la phase de préparation en prévision des catastrophes est cruciale pour sauver des vies.

RÉSUMÉ DES DISCUSSIONS

Mercredi 6 mars 2019

Remarques liminaires

Des remarques liminaires ont été prononcées en ouverture du 3ème Forum mondial sur les télécommunications d'urgence (GET-19).

M. Mahmad Aleem Bocus, de l'Autorité des technologies de l'information et de la communication (ICTA) de Maurice, a pris la parole en premier et souligné que son pays était touché par des catastrophes naturelles, en particulier des cyclones et des crues soudaines. Il a fait ressortir que l'ICTA s'employait à utiliser les technologies et à explorer la manière dont les TIC pouvaient contribuer à surmonter les défis relatifs à la gestion des catastrophes. L'ICTA collabore activement avec le Centre national pour la réduction et la gestion des risques de catastrophe, les opérateurs de télécommunication et d'autres parties prenantes en vue d'établir un cadre pour l'utilisation des infrastructures de télécommunication existantes en cas d'urgence. L'orateur a indiqué que, compte tenu d'un taux de pénétration de la téléphonie mobile élevé, le pays se concentrait désormais sur la fourniture de systèmes d'alerte du public sur les réseaux mobiles.

Mme Doreen Bogdan-Martin, Directrice du Bureau de développement des télécommunications (BDT) de l'UIT, a rappelé aux participants qu'entre 2007 et 2017, on a recensé en moyenne 350 catastrophes chaque année dans le monde, avec pour conséquence 68 000 morts, 210 millions de personnes touchées et des dégâts s'élevant à plus de 150 milliards de dollars. Elle a souligné que la réduction et la gestion des risques de catastrophe contribuaient considérablement à la réalisation des Objectifs de développement durable (ODD) et que les TIC assumaient un rôle majeur dans la concrétisation du Cadre d'action de Sendai pour la réduction des risques de catastrophe.

L'oratrice a mentionné que les TIC jouaient un rôle important dans la préparation en prévision des catastrophes ainsi que pour sauver des vies, comme cela a été le cas durant la saison des ouragans qui ont frappé la région des Caraïbes en 2017.

La Directrice du BDT a également indiqué que plus de la moitié de la population mondiale utilisait l'Internet et que les services offraient désormais des moyens inédits pour communiquer avant, pendant et après une catastrophe.

Séance 1: Dialogue entre hautes personnalités sur la gestion des catastrophes et la réduction des risques de catastrophe – Perspectives et enjeux liés à l'utilisation des TIC

Ce dialogue entre hautes personnalités a été l'occasion d'examiner les perspectives et les enjeux liés à l'utilisation des technologies de l'information et de la communication (TIC) dans la gestion des catastrophes et la réduction des risques de catastrophe. Les intervenants ont souligné combien la réduction et la gestion des risques de catastrophe étaient importantes pour la réalisation des objectifs de développement à l'échelle internationale, y compris le Programme de développement durable à l'horizon 2030. Pour les intervenants, les TIC jouent un rôle essentiel dans la lutte contre les changements climatiques, la résolution des crises et des catastrophes humanitaires, et l'édification d'un avenir durable. L'utilisation des TIC est importante en ce sens qu'elle permet de produire des données précieuses que les décideurs peuvent exploiter pour prendre des décisions stratégiques éclairées et identifier et gérer les risques de catastrophe.

Les intervenants ont donné des exemples concrets en vue d'améliorer la préparation en prévision des catastrophes, qui est cruciale lorsqu'il faut prendre des mesures immédiates et coordonnées en cas de catastrophe. Cela consiste notamment à développer une infrastructure résiliente, à mettre en place des systèmes d'alerte avancée et à concevoir des stratégies numériques exhaustives tenant compte de la gestion des catastrophes et associant tous les acteurs compétents. Les décideurs peuvent appuyer le développement d'un monde numérisé et créer des perspectives de développement porté par les TIC, en établissant un environnement propice et en élaborant des politiques et des réglementations innovantes. À l'heure actuelle, de plus en plus de pays conçoivent des stratégies nationales de réduction des risques de catastrophe, conformément à l'un des objectifs définis dans le Cadre d'action de Sendai pour la réduction des risques de catastrophe. En outre, il conviendrait de prendre en considération des stratégies en matière de télécommunication et de TIC et de les intégrer dans les stratégies nationales.

Les intervenants ont insisté sur le fait qu'il était important d'envisager les effets potentiels des catastrophes lors de la planification de nouvelles infrastructures TIC, d'accroître les niveaux d'accès aux TIC et d'utilisation de ces technologies, de mieux faire connaître les perspectives qu'offrent la technologie et les TIC, notamment via les médias, et de construire des réseaux plus résilients et des systèmes interopérables qui fonctionnent en cas de catastrophe.

Tous les intervenants ont souligné combien il était important de coopérer non seulement lors de la préparation en prévision des catastrophes, mais aussi lors des catastrophes. L'accent a été mis sur le caractère exceptionnel des situations de catastrophe, où l'objectif est de sauver des vies et où les intérêts et les barrières habituels doivent être dépassés. On a en outre souligné l'importance d'une coordination entre les acteurs de la communauté des TIC et ceux qui s'occupent de la réduction des risques de catastrophe et examiné certains exemples concrets de collaboration et de partenariats réussis, tels que ceux établis sous la houlette du Groupe des télécommunications d'urgence (Groupe ETC).

Les participants au Forum ont été d'avis que, si les progrès technologiques offrent de nouvelles possibilités inouïes, notamment dans le domaine de l'identité numérique et des services personnalisés, des efforts doivent être mobilisés pour atteindre les populations les plus vulnérables, qui sont souvent celles n'ayant pas accès à une connexion.

Pour atteindre efficacement toutes les communautés affectées et leur fournir des services, il est crucial de travailler pour les communautés locales et de pair avec elles, et de leur permettre d'apporter leur pierre à l'édifice.

Manifestation parallèle: Le rôle de la communication par satellite dans les interventions en cas de catastrophe

Les participants à cette manifestation parallèle ont passé en revue les systèmes à satellites existants et mis en avant le rôle des télécommunications par satellite dans la gestion des catastrophes. Il a été montré que les opérateurs de satellite contribuaient grandement à la fourniture de services de communication fiables en vue de réaliser des interventions en cas de catastrophe efficaces et coordonnées. L'intervenant a insisté sur le fait que les catastrophes naturelles pouvaient causer des dégâts aux réseaux ou perturber le réseau électrique, ce qui peut désactiver ou nuire considérablement aux systèmes de communication de Terre établis. Dans ce genre de situation, les technologies par satellite fournissent une connectivité cruciale après les catastrophes. L'intervenant a souligné l'importance d'assurer la protection des services par satellite et les avantages découlant de l'établissement de fréquences harmonisées en vue de promouvoir une couverture mondiale des services par satellite. Des études de cas relatives à des catastrophes survenues récemment ont été présentées pour illustrer l'utilisation par les équipes de secours des services par satellite, afin de répondre aux besoins essentiels de communication de la population pendant les situations d'urgence.

Séance 2: Débat de haut niveau: Technologies de l'information et de la communication pour sauver des vies – Enseignements tirés de l'expérience de la région des Caraïbes (étude de cas)

Le débat de haut niveau sur le thème "Technologies de l'information et de la communication pour sauver des vies – Enseignements tirés de l'expérience de la région des Caraïbes" était axé sur la série d'ouragans qui ont frappé la région des Caraïbes en 2017.

Les participants à la séance ont souligné qu'il était important de travailler de manière coordonnée, notamment en vue de rassembler, d'analyser et de diffuser des informations et des données météorologiques. Il ressort de l'expérience des Caraïbes que la région est très exposée aux ouragans et qu'un suivi précis ainsi que l'établissement de prévisions dans les meilleurs délais sont indispensables. En outre, il a été montré que certains pays de la région partageaient des services et des informations et que les effets des désastres pouvaient varier. Il est essentiel d'instaurer une coordination aux niveaux régional et national au sein des centres de prévision et des organismes de gestion des catastrophes, et entre eux, afin d'éviter toute interprétation erronée et de prendre des décisions plus judicieuses.

Les intervenants ont également débattu de l'importance des partenariats multi-parties prenantes et de la nécessité pour le secteur public et le secteur privé de coopérer étroitement. En harmonisant les politiques et les réglementations et en attribuant des fréquences aux télécommunications d'urgence, on pourrait améliorer l'utilisation des TIC au service d'une préparation en prévision des catastrophes plus efficace. Ce type d'harmonisation pourrait aussi faciliter le déploiement de processus d'intervention dans les meilleurs délais. Les intervenants ont souligné qu'il était nécessaire, même pendant la période de rétablissement d'une catastrophe, de poursuivre les activités en matière de préparation en prévision des catastrophes afin de réduire la vulnérabilité aux catastrophes qui pourraient survenir dans l'avenir. Les intervenants ont mis l'accent sur le fait que l'utilisation de plusieurs technologies, canaux de communication et plates-formes permettait de transmettre des informations cruciales à la population. En même temps, il importe que les informations fournies soient dignes de confiance et que les citoyens suivent les instructions données dans les messages d'alerte. Pour ce faire, il faudra prévoir davantage d'activités de sensibilisation.

Lors des discussions, il a été aussi recommandé d'appliquer le principe consistant à "reconstruire en mieux", d'améliorer les systèmes d'alerte avancée de la région et d'investir en faveur de la préparation en prévision des catastrophes et de la résilience. Les participants au Forum ont aussi souligné combien il était important de tirer parti des nouvelles technologies et options de connectivité. Il a été suggéré que les gouvernements pourraient instaurer des mesures favorables à l'élaboration d'applications et de services au niveau local pour répondre aux besoins de la population locale, ce qui renforcera davantage la participation des communautés.

Séance 3: Séances de travail en petit groupe

Lors des séances de travail en petit groupe, les participants au Forum se sont associés pour résoudre les problèmes afférents au thème général de l'édition de 2019 du Forum (*Innover pour sauver des vies*) et fournir des contributions en ce sens, en accordant une attention particulière à la question de la *connectivité*. Un groupe a travaillé essentiellement sur les *cartes de connectivité en cas de catastrophe*, tandis que l'autre a examiné un éventuel *cadre pour la coopération en matière de connectivité*.

Séance de travail du Groupe 1: Cartes de connectivité en cas de catastrophe

Lors de cette séance de travail en petit groupe, une proposition de l'UIT visant à développer une nouvelle initiative sur les cartes de connectivité en cas de catastrophe a été présentée. Cette initiative a pour objet de produire des informations en temps quasi réel sur la connectivité (type, niveau et qualité) dans les zones touchées par des catastrophes, en utilisant différentes sources de données. Elle permettrait d'identifier les lacunes en matière de connectivité et de prendre des décisions quant à l'endroit et au moment où il convient de déployer des ressources humaines, financières et physiques souvent limitées. Les participants à cette séance ont montré que de nombreux acteurs du secteur des TIC, tels que les opérateurs de réseau mobile, les fournisseurs de services Internet, les entreprises des domaines de l'Internet et des réseaux sociaux, disposaient d'ensembles de données qui pourraient être utilisés pour identifier et surveiller l'état de la connectivité en temps quasi réel. Les participants ont débattu des possibilités offertes par ce type de cartes de connectivité et recommandé de mettre sur pied un groupe composé d'acteurs compétents chargés d'examiner les avantages et les difficultés qui pourraient découler de la réalisation de cette initiative, y compris une proposition de mise en œuvre du projet dans certains pays. On a aussi mis en avant un certain nombre de sources de données, d'outils et de méthodes de cartographie différents, ainsi que d'éventuelles difficultés rencontrées pour obtenir des données provenant, par exemple, d'opérateurs de réseaux mobiles.

Séance de travail du Groupe 2: Cadre pour la coopération en matière de connectivité

Les participants à la séance ont souligné que l'on rencontrait presque toujours des difficultés en matière de connectivité durant des catastrophes ou des situations d'urgence. Les intervenants ont mis l'accent sur la nécessité de coopérer en vue de rétablir les communications dans les meilleurs délais et de renforcer les capacités et les activités de sensibilisation au niveau politique afin de financer et d'appuyer dûment les activités de gestion des catastrophes menées au niveau local. Il a été mentionné que les partenariats public-privé étaient fondamentaux dans la gestion des catastrophes et qu'ils devaient être établis à l'avance.

Les participants à la séance ont souligné que le positionnement préalable et efficace des équipements permettait de réduire les délais d'intervention en cas de catastrophe. Ils ont également mentionné la nécessité d'encourager tous les opérateurs nationaux de réseaux mobiles à établir des accords d'itinérance relatifs aux réseaux de Terre, conformément à la norme GSM en matière d'itinérance applicable au partage de l'infrastructure, ainsi que l'existence de la Charte de connectivité en cas de crise de l'Association européenne des opérateurs de satellites (ESOA) et du Global VSAT Forum. Les participants à la séance ont mis en exergue le rôle important de la formation et du développement des capacités et ont appuyé l'utilisation de normes communes en matière d'alerte, telles que le protocole d'alerte commun (CAP), en vue de transmettre des messages d'avertissement et d'alerte à la population.

L'accent a été mis sur la nécessité d'établir des cadres réglementaires souples afin de répondre à des besoins en matière d'attribution du spectre à court terme, d'accélérer l'acquisition de matériel moyennant des dédouanements et de renoncer aux droits connexes, y compris sur la nécessité d'envisager des mesures permettant aux experts participant aux interventions en cas de catastrophe d'entrer dans le pays.

Jeudi 7 mars 2019

Séance 4: Intervention en cas de catastrophe: innovation et technologies permettant de rester connectés

Cette séance a été l'occasion de donner des exemples concrets sur la manière dont différentes TIC et technologies de rupture (intelligence artificielle, mégadonnées, Internet des objets (IoT), robotique et technologie des drones) offrent de nouvelles possibilités en faveur de la réduction et de la gestion des risques de catastrophe. La nouvelle étude de l'UIT sur les technologies de rupture et leur utilisation au service de la réduction et de la gestion des risques de catastrophe a aussi fait l'objet d'une présentation.

Grâce à l'utilisation des TIC et des technologies de rupture, il est possible d'affiner les processus en diffusant rapidement des informations cruciales. L'utilisation de ces technologies permet de mieux comprendre les causes des catastrophes, d'améliorer les systèmes d'alerte avancée et les capacités d'évaluation des dégâts, et de mieux faire connaître les comportements sociaux et les incidences économiques durant les catastrophes. Il ressort de la séance que l'application des technologies de rupture dans le cadre de la gestion des catastrophes varie en termes de rythme, de champ d'application et d'effet, étant donné que l'utilisation de la robotique et des technologies fondées sur l'intelligence artificielle est encore largement en phase d'expérimentation. Les participants au Forum ont débattu de la proposition visant à créer une base mondiale pour échanger des informations concernant différents projets, acteurs et investisseurs, ainsi que différentes perspectives et difficultés. Grâce à une base de données de ce type, on pourrait aussi échanger des bonnes pratiques et renforcer les activités de sensibilisation, afin d'éviter toute duplication des efforts.

Les participants à la séance ont attiré l'attention sur la manière dont les technologies de rupture changeaient la façon de faire les choses et les interactions des personnes avec le reste du monde, ainsi que sur les effets potentiels de ces technologies sur les marchés. D'autres enjeux et débouchés ont été examinés, notamment la manière dont la technologie peut changer considérablement la vie des communautés vulnérables et des populations vivant dans des zones non desservies ou mal desservies.

Pour répondre aux défis et aux possibilités que présente l'utilisation des technologies de rupture, plusieurs recommandations pratiques ont été examinées. À titre d'exemple, il a été recommandé de participer à des projets pilotes et d'investir dans ceux-ci, et de mener des projets sur une plus grande échelle afin de généraliser l'utilisation de ces technologies et de les rendre financièrement plus abordables. Il est indispensable de former les acteurs chargés d'intervenir en cas de catastrophe pour qu'ils comprennent comment déployer des technologies nouvelles et émergentes dans des situations de crise. Il importe aussi de comprendre et d'examiner les aspects juridiques des études menées sur les technologies qui seront utilisées lors des interventions en cas de catastrophe. En outre, la normalisation, l'interopérabilité et l'élaboration de différents protocoles applicables aux nouvelles technologies permettront d'améliorer et de généraliser l'utilisation de ces technologies. Les participants ont échangé des vues sur la manière d'associer les personnes au développement, au déploiement et à l'adoption des technologies. L'utilisation de logiciels à code source ouvert et l'externalisation ouverte permettront de généraliser l'utilisation de technologies telles que l'IoT. L'innovation revêt une importance majeure, en ce sens qu'elle permet aux acteurs compétents d'induire des changements et d'encourager le mouvement "maker".

L'établissement de partenariats favorise l'inclusion, grâce à la participation des acteurs du secteur public et du secteur privé, et des établissements universitaires. Il faut également instaurer une collaboration au sein des entreprises elles-mêmes, ce qui permettrait d'encourager davantage l'application à grande échelle de solutions techniques. Il a été noté que l'inclusion permettait de mieux adapter les technologies aux niveaux d'accès aux TIC, d'utilisation de ces technologies, et de compétences des utilisateurs, ce qui peut avoir des retombées plus importantes pour tous.

Les participants au Forum ont également présenté des façons nouvelles et innovantes d'assurer et d'élargir la connectivité en cas de catastrophe et de connecter les zones isolées et rurales, notamment au moyen de plates-formes à haute altitude d'"antennes-relais volantes" (en incorporant des technologies comme les ballons ou les drones) qui servent de solutions hybrides susceptibles de compléter les réseaux cellulaires existants. Ces solutions temporaires ne créent pas de condition de concurrence mais comblent plutôt les lacunes en matière de connectivité, afin d'intervenir de manière efficace lors des catastrophes. Dans ce contexte, les participants ont réfléchi aux moyens pour garantir une réglementation dynamique, innovante, souple et conciliante, en vue de promouvoir des idées et des services à la pointe de l'innovation.

Séance 5: L'utilisation des télécommunications d'urgence au service d'une préparation en prévision des catastrophes plus efficace

Cette séance était consacrée à l'utilisation des télécommunications d'urgence pour renforcer la préparation en prévision des catastrophes, l'objectif étant d'anticiper davantage les effets que pourraient causer les désastres naturels. Les participants à la séance ont débattu des améliorations à apporter dans le domaine de la préparation en prévision des catastrophes moyennant l'établissement d'une connectivité TIC améliorée, de solutions hybrides, de systèmes d'alerte et de systèmes d'alerte avancée multirisques, et l'instauration de partenariats plus solides et d'une collaboration plus étroite. Cette séance comportait aussi un débat sur la nécessité d'utiliser tant les technologies émergentes que les technologies existantes, de se focaliser sur les technologies qui conviennent le mieux à certaines conditions et d'adapter l'utilisation des technologies aux besoins et aux compétences des utilisateurs du service. À cet égard, on a fourni une palette d'exemples sur les moyens d'utiliser des technologies et des services "plus anciens" ou plus classiques pour recevoir des messages d'alerte (par exemple via SMS), pour fournir des services d'argent mobile aux communautés vulnérables et pour utiliser des données en temps réel obtenues à partir des antennes-relais mobiles, afin de comprendre les incidences des phénomènes météorologiques sur la connectivité ainsi que les mouvements de population qui en résultent.

Les participants ont souligné la nécessité de garantir la résilience de plusieurs réseaux, y compris le réseau Internet, dont bon nombre de technologies et de services dépendent, en particulier en situation d'urgence lorsque l'Internet est utilisé pour des activités sur les réseaux sociaux et des applications de données. Pour construire des réseaux résilients, il faut que les parties prenantes travaillent en coordination, notamment avec les fournisseurs de services, les régulateurs, mais aussi la société civile. Cela concerne également la résilience de l'infrastructure électrique, qui est indispensable pour la fourniture de services TIC. S'agissant des petits pays, comme les petits États insulaires en développement, l'instauration d'une coordination régionale peut contribuer à combler les pénuries de ressources humaines et de ressources financières et à aborder les préoccupations relatives à la résilience au niveau régional.

Les participants à la séance ont recensé des recommandations stratégiques qui ménagent une certaine souplesse réglementaire, afin de permettre aux opérateurs de réseaux, y compris les opérateurs de réseaux mobiles, d'adapter leurs activités aux situations de catastrophes, par

exemple en augmentant les niveaux de puissance ou en approuvant dans les meilleurs délais des solutions temporaires pour assurer la connectivité, dans les cas où les retards dans la procédure d'approbation sont susceptibles d'empêcher les interventions. Ils ont en outre mentionné l'importance de la Convention de Tampere sur la mise à disposition de ressources de télécommunications pour l'atténuation des effets des catastrophes et pour les opérations de secours en cas de catastrophe (1998), traité multilatéral régissant la fourniture et la mise à disposition d'équipements de communication lors des opérations de secours en cas de catastrophe, notamment en ce qui concerne l'importation des équipements. Un intervenant a suggéré de réviser la Convention afin de l'aligner sur les progrès technologiques et a fait observer que l'UIT pourrait entamer ce processus.

Les partenariats peuvent contribuer à améliorer les capacités de résilience. Les participants à la séance ont souligné combien il importait d'instaurer une coordination et d'établir des partenariats, par exemple entre les régulateurs, les institutions multilatérales et les opérateurs. En outre, grâce à la mise en œuvre de principes communs, tels que ceux énoncés dans la Charte de connectivité humanitaire de la GSMA, on peut fournir des orientations, améliorer la préparation en prévision des catastrophes et la résilience, faciliter l'interopérabilité (par exemple en matière de paiements sur mobile) et garantir la continuité des activités pour les opérateurs de réseaux mobiles. Outre le fait qu'ils sont invités à s'associer aux opérateurs, les régulateurs sont aussi encouragés à identifier des lignes directrices en matière de politique permettant d'établir des règles dénuées de toute ambiguïté.

Les participants ont débattu du rôle important des réseaux à satellite et des services par satellite, qui gagnent en rapidité et sont financièrement plus abordables grâce aux progrès technologiques. Les opérateurs de satellites contribuent grandement à la réalisation des ODD en fournissant une connectivité et des services TIC sur le dernier kilomètre, y compris des services large bande, aux zones isolées et rurales, et en garantissant une connectivité vitale aux communautés à risque lorsqu'une catastrophe survient.

Manifestation parallèle: Mesures réglementaires relatives aux interventions en cas de catastrophe – Le cas de Brumadinho

Cette manifestation parallèle était dédiée à la présentation d'une expérience concrète concernant les mesures d'intervention déployées par le gouvernement du Brésil après les dégâts causés par l'effondrement du barrage Feijao (en janvier 2019), qui était utilisé pour collecter des résidus miniers. Des mesures d'intervention fondées sur les TIC ont été mises en œuvre dans les meilleurs délais grâce aux dispositions en matière de préparation en prévision des catastrophes établies par l'Agence nationale des télécommunications (ANATEL), notamment une résolution sur les télécommunications d'urgence de 2015 tenant compte des trois piliers que sont la gestion des risques, le fonctionnement des réseaux de télécommunications, et les mesures de suivi, de préparation en prévision des catastrophes et d'intervention en cas de catastrophe. Lors de la présentation, l'accent a été mis sur la nécessité de déployer des mesures de coordination et de préparation en prévision des catastrophes afin d'améliorer les interventions. On a également souligné qu'il fallait établir des partenariats public-privé susceptibles de prendre en charge les activités de rétablissement et de reconstruction à long terme. La présentation a illustré l'utilité de déployer des TIC de différents types, y compris des robots et des drones, pour sauver des vies.

Séance 6: Stratégies, politiques et plans en matière de TIC en faveur de la gestion des catastrophes

Les participants à cette séance ont souligné combien il était important pour les pays d'adopter des plans nationaux de télécommunications d'urgence, d'établir des politiques, des réglementations et des procédures d'exploitation normalisées afin d'améliorer la préparation en prévision des catastrophes, et de mettre en œuvre toutes les phases de la gestion des catastrophes. L'UIT a présenté son projet de lignes directrices générales relatives à l'élaboration de plans nationaux de télécommunications d'urgence et invité les participants à soumettre des commentaires à cet égard au plus tard le 30 avril 2019.

Les participants au Forum ont mis l'accent sur l'utilité de ces lignes directrices, apprécié l'appui fourni par l'UIT aux gouvernements en vue d'élaborer leurs propres plans et encouragé d'autres pays à utiliser ces lignes directrices pour élaborer de nouveaux plans ou examiner des plans existants. Un certain nombre de pays ayant développé des cadres réglementaires et des plans de télécommunications d'urgence ont fait part de leur expérience. Il a été souligné que les plans nationaux de télécommunications d'urgence devraient faire partie du plan national d'intervention d'urgence des pays, qu'ils devraient être mis en pratique et actualisés régulièrement, et tenir compte de tous les types de désastres possibles. Pour les intervenants, la phase d'élaboration d'un plan national de télécommunications d'urgence permet d'identifier le rôle des parties prenantes et de sensibiliser davantage les décideurs. Par ailleurs, il est indispensable de bénéficier d'un appui au plus haut niveau pour exécuter les plans avec succès.

Les participants ont également mis en relief les difficultés liées à la mise en œuvre de plans de ce type, en particulier lorsqu'un pays ne dispose pas de la législation et/ou des ressources financières nécessaires à cet effet. De plus, l'accent a été mis sur l'importance que revêtent les activités de sensibilisation au plus haut niveau, la nécessité pour les pays d'élaborer dans les plus brefs délais des plans nationaux de télécommunications d'urgence et d'assurer leur pertinence au regard de la situation nationale. Les gouvernements sont encouragés à prendre en compte les besoins et les conditions aux niveaux international, régional et national, mais aussi aux niveaux de l'État et des localités, afin d'élaborer des plans qui soient pertinents pour ceux qu'ils sont censés protéger et soutenir.

Séance 7: Exercice de simulation – Personnes, processus et technologies

En relation avec le thème du Forum GET-19, un exercice de simulation sur une situation fictive de catastrophe a été organisé. Les participants ont pris part à un exercice d'apprentissage interactif sur la coordination entre "les personnes, les processus et les technologies", l'objectif étant de renforcer l'efficacité de la préparation en prévision des catastrophes et des interventions en cas de catastrophe. Cette simulation, qui s'est déroulée dans le pays fictif de Getonia, s'articulait autour de trois phases: la préparation en prévision des catastrophes, l'évaluation des besoins et l'intervention en cas de catastrophe. Répartis en groupes, les participants ont joué le jeu, en faisant part de leurs propres expériences et de leurs vues afin d'exécuter les consignes de l'exercice.

Cette simulation a permis de sensibiliser davantage les participants à la nécessité d'instaurer une coordination interinstitutions dans les domaines de la préparation en prévision des catastrophes et de l'intervention en cas de catastrophe, de souligner la nécessité de mettre sur pied des structures de coordination clairement établies et de s'associer aux fournisseurs de services de télécommunication, aux médias, aux organismes de télécommunication, aux services météorologiques et sismologiques et aux autorités chargées de la gestion des catastrophes. Cette séance pratique a été l'occasion de montrer que les mesures de préparation en prévision des catastrophes pouvaient améliorer l'efficacité des interventions en cas de catastrophe, de présenter le processus de diffusion des messages d'alerte à la population moyennant des systèmes d'alerte avancée fondés sur les TIC, et de mettre en avant l'importance des outils de visualisation GIS et des outils TIC pour la prise de décision.

À l'issue de cette simulation, les participants ont fourni des commentaires en retour et formulé un certain nombre de questions à des fins d'auto-évaluation, pour mettre à profit les enseignements qu'ils ont tirés de l'exercice une fois qu'ils seront de retour dans leur pays. Ces questions, associées à la liste récapitulative figurant dans les lignes directrices de l'UIT relatives à l'élaboration de plans nationaux de télécommunications d'urgence, fourniront un appui aux personnes afin qu'elles puissent évaluer les capacités de leur pays en matière de préparation aux catastrophes.

Vendredi 8 mars 2019

Séance 8: Améliorer la résilience face aux catastrophes au moyen des TIC

La séance 8 était axée sur le rôle essentiel des TIC pour assurer la résilience lors d'une catastrophe. Les participants à la séance ont reconnu que la communication était fondamentalement nécessaire et qu'elle permettait de sauver des vies pendant toutes les phases d'une catastrophe, à savoir la gestion des situations d'urgence, la préparation en prévision des catastrophes, l'intervention en cas de catastrophe, le rétablissement et l'atténuation des effets des catastrophes.

Les participants à la séance ont débattu de l'importance de la résilience de l'Internet et présenté différents outils que les pays peuvent utiliser pour déterminer la présence d'une connectivité et les débits nécessaires. Pour renforcer les capacités de résilience, on peut par exemple promouvoir l'utilisation des points d'échange Internet (IXP), afin d'accroître la bande passante et d'améliorer la qualité du trafic local moyennant l'échange de trafic web à l'échelle nationale, et renforcer cela au moyen de l'hébergement de serveurs miroirs à distance. Il a été en outre suggéré de conserver sur place une copie du serveur racine du système de noms de domaine (DNS) et de promouvoir et de renforcer l'utilisation des points IXP.

Les intervenants ont insisté sur l'importance d'élaborer et d'effectuer des tests et des exercices en temps ordinaires, pour s'assurer de l'état de préparation de tous les acteurs et de la résilience des communautés. Les procédures d'exploitation normalisées sont essentielles et doivent être testées et prêtes à employer lorsqu'un incident se produit. Les pays particulièrement vulnérables doivent travailler avec diligence afin de se préparer pour faire face aux nombreux dangers qui pourraient se produire et d'assurer la redondance et la résilience des TIC.

Les progrès technologiques accomplis dans le secteur des télécommunications par satellite et le rôle du secteur dans la construction d'une infrastructure résiliente ont été passés en revue. Les communications par satellite fournissent un appui lors de la phase de préparation en prévision des catastrophes, mais aussi lors des phases d'intervention et de rétablissement. En assurant une couverture du monde entier, on pourra fournir un accès à l'Internet aux zones isolées et rurales en situation d'urgence, compte tenu de la baisse des coûts de services. Les participants ont également décrit la Charte de connectivité en cas de crise de l'ESOA et du Global VSAT Forum, en vertu de laquelle le secteur des télécommunications par satellite s'est engagé à fournir des équipements positionnés au préalable et des communications gratuites, qui seront utilisés lors des interventions en réponse aux catastrophes et déployés par l'ETC dans un délai de 48 heures après leur activation. La ratification de la Convention de Tampere permet de réduire les goulots d'étranglement qui empêchent le déploiement des technologies en cas de catastrophe, si les procédures nécessaires sont appliquées au niveau national.

Séance 9: Transformer l'aide humanitaire grâce aux TIC

Cette séance portait sur l'utilisation des TIC pour répondre aux crises humanitaires, en particulier s'agissant des flux de réfugiés et des personnes déplacées à l'intérieur de leur pays. Chaque année, des millions de personnes sont forcées de quitter leur foyer et de fuir des situations de conflit, de violence et de violations de droits de l'homme, ainsi que les effets des catastrophes naturelles et des changements climatiques. Même si dans la plupart des cas, cette situation revêt un caractère urgent et doit être résolue à court terme, elle appelle aussi des solutions à long terme, dans la mesure où certaines communautés de réfugiés s'établissent pendant des décennies. Les gouvernements expriment souvent une certaine ambivalence lorsqu'il s'agit d'accueillir des

réfugiés, ce qui peut aller à l'encontre des efforts déployés pour améliorer la connectivité et fournir des moyens reposant sur les TIC au niveau des communes. Bien que les réfugiés et les personnes déplacées aient certains besoins très précis en matière d'information, leur besoin de se connecter et en particulier d'avoir accès à un réseau WiFi gratuit est le même partout dans le monde. Un certain nombre d'organisations, dont NetHope et le Haut-Commissariat des Nations Unies pour les réfugiés (HCR), s'emploient à répondre à ces besoins.

Les participants ont fait remarquer que les mesures et les réglementations élaborées avec les meilleures intentions (à l'instar de l'enregistrement obligatoire des cartes SIM sur la base des prescriptions en matière de connaissance du client) peuvent parfois avoir des conséquences imprévues, lorsqu'elles rendent plus difficile pour les réfugiés et les personnes déplacées d'utiliser des communications mobiles en toute légalité. Pour les intervenants, l'identification numérique doit être utilisée à des fins d'inclusion et non d'exclusion. De même, des dispositions de plus en plus strictes en matière de protection des données et de confidentialité peuvent parfois nuire aux intérêts des réfugiés et des personnes déplacées, par exemple en compliquant la localisation des membres séparés d'une même famille. Il est nécessaire de renforcer la souplesse au niveau réglementaire. En outre, la Convention de Tampere sur la mise à disposition de ressources de télécommunication pour l'atténuation des effets des catastrophes et pour les opérations de secours en cas de catastrophe fournit un cadre qui permet de déployer des moyens de communication en vue d'intervenir en situation d'urgence et de crise humanitaire, à condition que des politiques générales soient mises en place au niveau national, notamment en ce qui concerne les attributions de fréquences et les homologations, ainsi que l'importation des équipements. Les membres de l'UIT sont encouragés à envisager de mettre à jour la Convention et les pays qui n'ont pas encore ratifié la Convention sont priés de le faire.

Il faut veiller à ce que les initiatives visant à fournir une meilleure connectivité aux réfugiés et aux personnes déplacées soient également étendues aux communautés d'accueil. Il est aussi nécessaire de mieux comprendre les flux de réfugiés. À cet égard, les outils à disposition, en particulier concernant l'imagerie satellite, l'analyse des sentiments établie à partir des réseaux sociaux et l'analyse des mégadonnées, se sont considérablement améliorés ces dernières années. Le rapport publié récemment et intitulé "The Global Broadband Plan for Refugee Inclusion" (Plan mondial pour le large bande en faveur de l'inclusion des réfugiés) fournit des données de recherche approfondies issues d'études de cas concernant le Burundi, l'Ouganda et la Tanzanie, ainsi que des recommandations détaillées qui permettront aux organisations œuvrant dans le domaine de l'aide humanitaire de gérer et de coordonner leurs efforts de manière plus efficace.

Manifestation parallèle: Le rôle de la Commission fédérale des communications (FCC) dans la planification en cas de catastrophe

Le rôle de la Commission fédérale des communications (FCC) dans la préparation en prévision des catastrophes et l'intervention en cas de catastrophe a été présenté dans les grandes lignes. La présentation portait sur les responsabilités générales conférées à la FCC en matière de protection de la sûreté publique, y compris s'agissant de la gestion du spectre et de l'octroi de licences pour les communications de sûreté publique, ainsi que sur le rôle de la FCC au sein du cadre fédéral des États-Unis en matière d'intervention en cas de catastrophe. L'intervenante a indiqué que dans certaines situations de catastrophe, la FCC fournissait à la fois un appui administratif, moyennant l'octroi de dispenses et d'autorisations temporaires spéciales à l'appui des mesures de rétablissement, et un appui sur le terrain, pour soutenir les opérations de secours fédérales, en offrant une aide dans le domaine de la gestion des incidents, y compris l'évaluation des dégâts et la réduction des brouillages. L'intervenante a pu mettre en avant, en évoquant les activités menées par la FCC, nombre de thèmes et de bonnes pratiques identifiés tout au long du Forum, comme l'importance d'une coordination entre les parties prenantes et des alertes en situation d'urgence, ainsi que l'établissement d'un environnement politique et réglementaire propice afin d'exploiter le potentiel des technologies de la communication pour renforcer les interventions en cas de catastrophe.

Déjeuner spécial organisé pour célébrer la Journée internationale des femmes 2019

Le 8 mars, un déjeuner spécial a été organisé pour célébrer la Journée internationale des femmes, qui avait pour thème "Penser équitablement, bâtir intelligemment, innover pour le changement". À cette occasion, on a réfléchi à la manière dont les TIC pouvaient être utilisées pour offrir des débouchés aux femmes dans le domaine de la gestion des catastrophes.

Séance 10: Résultats des séances en petit groupe (1er jour) et principaux enseignements tirés de l'exercice de simulation (2ème jour)

Lors de cette séance, on a présenté les principaux résultats des séances 3 et 7 (voir ci-avant) aux participants au Forum.

Présentation du résumé et des conclusions formulés par le Président

Le Président du Forum GET-19 a présenté un résumé des discussions tenues lors du Forum et invité tous les participants à consulter le rapport final complet sur le site web du Forum GET-19 (disponible à l'adresse www.itu.int/GET2019). Ce rapport final contient tous les commentaires qui ont été reçus.

_____